

ENCORE la torture...

Sous ce titre, nous relevons dans la revue *Esprit*, numéro de janvier 1966 :

« Des sources très dignes de foi viennent de faire connaître que douze prisonniers aux mains de la Sécurité militaire... ont été extraits samedi matin 20 novembre des locaux où ils étaient détenus. Parmi eux, on a reconnu M. Hocine Zaouane, dirigeant de l'Organisation de la résistance populaire, M. Harbi, également responsable de l'Organisation, M. William Sportisse, ancien journaliste à Alger République. Tous trois étaient en très mauvaise condition physique : MM. Zaouane et Sportisse devaient, pour marcher, être soutenus par deux personnes. M. Harbi présentait de graves brûlures aux mains.

« Ces douze détenus ont été enfermés à trois par fourgon cellulaire. D'après les renseignements fournis, ils devaient être emmenés au bagne de Lambèse.

« Aucune inculpation... ne semble leur avoir été notifiée. En clair, ils ne jouissent d'aucune garantie légale — n'étant l'objet d'aucune inculpation — et la Sécurité militaire peut, à tout moment, les reprendre en mains.

« Leur état de santé, après plus de deux mois de séquestration et de tortures parfois abominables, est très préoccupant. D'autants qu'ils ont été transférés à Lambèse avec la seule chemise qu'ils portaient le jour de leur arrestation, en été. Or, le climat de Lambèse, dans le Sud-Constantinois, est particulièrement froid en hiver. »

L'amélioration du sort de ces hommes, peut-être leur maintien en vie, dépendent étroitement de la pression qui s'exercera en leur faveur.

Notre journal insiste donc à nouveau, auprès de tous ses amis, pour qu'ils appuient et développent au maximum l'action déjà entreprise par le Comité pour la défense de Ben Bella et des autres victimes de la répression en Algérie.

Nous rappelons que ce comité, placé sous la présidence de l'écrivain Robert Merle, reçoit sa correspondance à l'adresse de M. Maurice Jardot : 27, quai de Bourbon, Paris IV^e, et les fonds au C.C.P. Paris 22.827-10 du même Maurice Jardot.

A.R.

ABONNEMENT — 1 an : 10 F
● Sous pli fermé : 15 F ● De soutien : 20 F.

Nos bureaux sont ouverts tous les jours ouvrables, de 15 heures à 19 heures, 21, rue d'Aboukir, Paris-2^e - Tél. : GUTemberg 06-57

C.C.P. Pierre Frank
12648-46 Paris

Le directeur de publication
P. FRANK

Imp. « E.P. », 232, r. Charenton
Paris-12^e

VIETNAM : Vers l'abîme ?...

A PRES un mois de pause, la reprise des bombardements sur le Vietnam du Nord a eu lieu. Johnson a fait son choix.

Toutefois, la durée de l'offensive de paix est révélatrice, elle souligne l'impasse où se trouvent les dirigeants U.S. et la nécessité pour eux de modifier qualitativement leur stratégie.

Il suffit de rappeler brièvement quelques faits pour expliquer leur attitude.

En février dernier, l'échec de la « guerre spéciale » menée par les troupes et le « gouvernement » de Saïgon, avec des « conseillers » américains entraîne le début de l'escalade. Les effectifs U.S. passent en quelques mois de 23.000 à 185.000 hommes, ils prennent désormais part aux combats et en deviennent même l'élément déterminant. Le Sud et le Nord Vietnam sont bombardés par des appareils de plus en plus puissants, de plus en plus nombreux.

Or, pendant ce temps, le F.N.L. n'a cessé d'accroître son influence, il contrôle en fin 1965, les quatre cinquièmes du territoire, et administre les deux tiers de la population du Sud-Vietnam. Ses troupes s'avèrent capables de remporter des succès militaires contre des unités d'élite américaines.

La Maison Blanche se trouve donc devant un choix : terminer la guerre ou la poursuivre avec des moyens tels qu'elle puisse militairement l'emporter.

Cette dernière hypothèse qui nécessitera un accroissement considérable du matériel et la présence de plus d'un million d'hommes en Asie du Sud-Est pose de très difficiles problèmes politiques et économiques.

Ainsi s'explique la durée de « l'offensive de paix » qui visait à une capitulation « pacifique » du Vietcong.

Nous ne savons pas ce qu'au cours des rencontres en territoires neutres, les Américains ont pu proposer aux Vietnamiens, quelles conditions étaient cachées sous leur proposition de « discussion sans condition », mais nous pouvons nous en faire une idée par deux recoupements :

1) Tout compromis acceptable devant comporter la liquidation du gouvernement fantoche de Saïgon et le retrait, au moins sur un nombre limité de bases, de la soldatesque américaine, il ne pourrait apparaître aux yeux du monde que comme un recul et une défaite U.S. Les propositions américaines étaient donc sûrement inacceptables, et ce qui le prouve c'est le maintien de leur chantage à la reprise de l'escalade.

2) La bureaucratie soviétique, en la personne de Chélepine, exerçant à coup sûr les plus grandes pressions dans le sens d'une solution de compromis, et le Vietnam dépendant plus que par le passé récent de l'aide de l'U.R.S.S., il a fallu que les exigences américaines soient inacceptables pour que les Russes soient contraints à soutenir leur rejet.

L'une de ces conditions était certainement le maintien de l'occupation militaire yankee. L'expérience a appris aux Vietnamiens ce que coûte le maintien « temporaire » des forces impérialistes. Ils ont payé trop cher, après les accords de Genève, l'installation du régime Diem, la reprise des terres distribuées, la réinflation des taxes et de l'usure, la répression fasciste, la chasse aux communistes. Leur refus de transiger, signifie le refus de voir l'histoire qu'ils ont vécue depuis vingt ans recommencer une troisième fois.

Puisque leur adversaire ne veut pas s'incliner, les Américains ont conclu qu'ils n'ont plus qu'à mettre en pratique leurs plans d'escalade à une échelle supérieure.

En fait, au Pentagone personne ne croyait vraiment à l'« offensive de paix », et l'on n'y voyait qu'un bluff pour rejeter sur le F.N.L. la responsabilité de la guerre. Cyniquement, le général Wheeler déclarait : « L'offensive de paix du président était dictée avant tout par une

raison : il s'agissait de convaincre les Etats-Unis et le monde que nous avons fait de notre foutu mieux pour que les cocos viennent s'asseoir à une table pour parler trêve. Quand il sera clair qu'ils n'en ont pas l'intention, alors les Américains seront prêts à aller de l'avant, à faire le nécessaire, envoyer plus de troupes, déverser encore plus d'argent, accepter encore plus de morts et de blessés. »

Le plan de cette nouvelle escalade est prêt, c'est le plan dudit Wheeler. Il se fixe trois objectifs :

— accroître la guerre au Vietnam même,

— ouvrir un second front,

— obliger par cet élargissement même, la Chine à intervenir et ainsi se trouver en guerre avec elle sans agression de son territoire (de façon à fournir aux Soviétiques des excuses à ne pas intervenir).

Au Vietnam même, les Etats-Unis espèrent procéder au « nettoyage » en faisant passer leurs effectifs de 200.000 à 400.000 hommes. Mais leur but principal consiste à isoler le Sud du Nord, à arrêter l'« infiltration », en usant pour cela du « droit de poursuite » au Laos et au Cambodge.

En termes clairs, cela signifie que les impérialistes ont décidé d'étendre leur agression à toute la péninsule indochinoise et d'y bloquer dans l'œuf toute lutte de libération nouvelle. Cette criminelle décision n'en est pas moins un geste d'apprenti sorcier.

On voit bien comment cette généralisation du conflit placera la Chine au pied du mur : ou elle n'intervient pas (sinon en surenchères verbales, comme elle le fait irresponsablement vis-à-vis de la lutte vietnamienne) et elle se considère aux yeux de ses alliés, ou elle intervient et fournit l'occasion cherchée au Pentagone d'un affrontement encore limité qui redonne de la marge à l'escalade et permet même le bombardement des centres atomiques chinois sans... que le pire soit sûr.

La situation, apparemment stabilisée pendant un mois, va donc se détériorer rapidement. Si l'on mesure le chemin parcouru depuis un an, alors que l'escalade n'avait pas encore commencé, on ne peut se borner à quelques phrases creuses sur l'invincibilité du Vietcong, et sur la certitude de sa victoire (dans dix ans, s'il le faut) comme le font les dirigeants chinois.

La poursuite de la guerre signifie une saignée encore plus lourde du peuple vietnamien, la poursuite d'un génocide systématique dans tout le Sud-Est asiatique, le danger, plus proche d'une guerre contre la Chine, et d'une guerre nucléaire généralisée. Seule l'action révolutionnaire, et non des déclarations — qu'elles soient fracassantes ou feutrées — peut éviter une telle catastrophe.

Dick LEMAIRE.

A paraître bientôt

Le numéro spécial
de la revue

**QUATRIEME
INTERNATIONALE**

sur le
**CONGRES MONDIAL
de la
IV^e INTERNATIONALE**
(Décembre 1965)

Le numéro : 3 francs

TRADICTOIRES DU NIGERIA

naires de l'Ouest qui, dispersés dans tout le pays avaient établi le plan d'un soulèvement coordonné et politiquement dirigé contre les féodaux du Nord et leurs représentants et homologues divers dans le pays. Devant la poussée populaire qui accompagnait le putsch, et prise de vitesse par la fraction de l'armée dirigeante du soulèvement, le général Ironsi, commandant en chef des forces armées fédérales, (poste auquel il avait accédé en mars 1965 à la suite du général anglais Welby.) entra en scène pour limiter l'extension de la poussée populaire à Lagos surtout, où la répression fut particulièrement sévère, et l'élimination des chefs militaires du camp opposé, rapide et importante. Peu après, devant la riposte militaire d'Ironsi, les « mutins », par la voix du major Nzewgwu, tête du soulèvement à partir de l'Etat du Nord, acceptèrent de se rallier sous plusieurs conditions : vie sauve pour tous les participants au putsch, assurance « que les gens pour le départ desquels nous avons lutté ne seront pas remis en place... » Dans cette période du ralliement, les négociations méfiantes des mutins avec Ironsi, se trouvait débordées par une tentative d'assassinat d'Ironsi par un militaire putschiste. Par ailleurs, la tendance ob-

jectivement progressiste du soulèvement se trouvait très vite limitée par sa nature putschiste militaire, qui bien que libérant la poussée populaire, n'en obtenait pas le soutien organisé. Pro-occidental, rassurant l'extérieur dans un communiqué public, Ironsi déclarait au sujet des événements que « le fait fonda-

IRONSI CONSOLIDE SA VICTOIRE

Nationaliste pro-occidental, le gouvernement allait le prouver en confirmant la politique extérieure du gouvernement précédent.

La poussée populaire se manifestait surtout dans l'Etat de l'Ouest, où le Parti des travailleurs et fermiers socialistes, organisation fédérale très importante à direction réformiste et opportuniste pro-Moscou, réclamait un « changement » et pour cela faisait dix-huit propositions dont : le contrôle des prix, des importations et des bénéfices rapatriés par les entreprises étrangères du pays, l'école primaire libre, la liberté de commerce avec tous les pays (ce qui signifie avec les pays socialistes dont la Chine), et la nationalisation de tous les services de

mental est l'affirmation d'une autonomie politique à caractère nettement nationaliste qui ne remet pas en cause les accords financiers et internationaux passés par l'ancien gouvernement. » Dès lors, le gouvernement britannique pouvait démentir s'être apprêté à envoyer des trou-

sécurité nigériens, (en clair : suppression des polices privées des féodaux et des chefs).

En réponse, Ironsi faisait dissoudre les assemblées parlementaires d'Ouest et d'Est, déportait le leader progressiste de l'Ouest, Avolowo, au fond de l'Etat du Nord, nommait des gouverneurs militaires partout. Seules concessions, la diminution des prix des denrées alimentaires et la remise sur pied des traitements des chefs coutumiers généralement favorables à Avolowo. Plus récemment, on informait que Nzewgwu était capturé ; sans adversaires au sein de l'armée désormais, Ironsi se retrouve avec la majeure partie de l'armée derrière lui, face aux réactions populaires possibles, dans l'Etat de l'Ouest, surtout à Lagos.

Il faut s'attendre à ce que la situation interne ambiguë actuelle du Nigeria connaisse de nouveaux développements. Fortes d'un recul de la bourgeoisie, la classe ouvrière et la paysannerie ne s'en tiendront pas là. Leur tradition déjà ancienne de luttes importantes les rend capables de combats plus durs. Le dépassement du nationalisme par les travailleurs et les paysans, l'audience grandissante du socialisme dans les masses, la constitution de partis ouvriers dont le Parti nigérien du Travail est le plus avancé, avec à sa tête d'authentiques marxistes révolutionnaires, font de la classe ouvrière et de la paysannerie nigériennes les plus avancées d'Afrique Occidentale, avec deux grèves générales dans leur histoire, en 1945 et 1964, expériences considérables pour les luttes à venir.

Contre une poussée populaire qui n'a été que contenue, mais qui s'est affirmée, l'actuel nouveau gouvernement devra s'appuyer comme l'ancien sur les forces sociales réactionnaires. Et il est certain que la voie vers la victoire de la lutte révolutionnaire sera encore longue et dure. L'expérience de la lutte pour l'indépendance en est une indication.

Jean TOUBERT.